

Les PREMIERS de CORDÉES se GAVENT, Les PREMIERS de CORVÉES en BAVENT !

perte de salaire



*mise en danger
au travail*



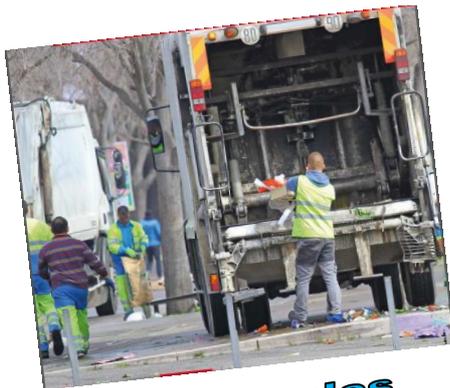
*manque de
personnel et de moyens*



Licenciement



entrave aux libertés



*dégradation des
conditions de travail*



*régression des droits
et des acquis*



ENSEMBLE, PRIVÉ/PUBLIC, pour : nos emplois, nos salaires, nos services publics, nos retraites, notre assurance chômage

TOUS en GRÈVE et au RASSEMBLEMENT

Jeudi 17 SEPTEMBRE

CAHORS : 14h30 REGOURD (rond point)

FIGEAC : 16h30 AIGUILLE (rond point)

ENSEMBLE LUTTONS CONTRE L'INSÉCURITÉ SOCIALE !

LE 17/09 TOUS DANS LA RUE !

LA CRISE ECONOMIQUE, POUR QUI ?

Alors que l'argent magique (le nôtre) coule à flot pour renflouer le portefeuille des actionnaires, les travailleurs subissent de toutes parts le chantage à l'emploi.

POUR LE PATRONAT :

Exonérations de cotisations, baisse de la fiscalité, aides diverses et variées, dérèglementations du travail etc. L'état paye les pertes sans contreparties à coup de dizaines de milliards d'Euros...

POUR LES TRAVAILLEURS :

Licenciements (Plans de Départs Volontaires, Plans de Sauvegarde de l'emploi), baisses de rémunérations (Accords de Performance Collective), dégradations des conditions de travail, gel du point d'indice des fonctionnaires, casse de la sécu et des services publics...

Pourtant, la crise sanitaire a démontré, une fois de plus, le rôle essentiel d'amortisseur de la Sécurité Sociale et le rôle essentiel des « premiers de corvée » qui semblait avoir ému Macron :



« Il nous faudra nous rappeler aussi que notre pays, aujourd'hui, tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal ». Emmanuel Macron, 13 avril 2020

Mais comme toujours, il n'y a que des mots

Ce gouvernement est aux ordres du patronat et de la finance. Les annonces faites par le président MACRON et le premier ministre CASTEX confirment qu'il n'y aura pas de changement de cap. Si les travailleurs ne font pas entendre leurs légitimes revendications, le monde «d'après» sera pire que le monde «d'avant».

Le plan de relance pour aider les entreprises ne suffit pas, les politiques publiques doivent être conditionnées à de véritables stratégies industrielles, sociales et environnementales... Arrêtons d'enrichir les multinationales qui gavent leurs actionnaires avec l'argent public (le nôtre) ?

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FGR, Modef, la confédération Paysanne revendiquent :

- **Le partage du travail pour le plein emploi ;**
- **Le passage aux 32 heures de travail par semaine pour toutes et tous;**
- **Augmentation des salaires, des retraites et le Smic à 1800 euros ;**
- **Le renforcement de notre sécurité sociale et de notre système de retraite solidaire par répartition, avec un départ en retraite à taux plein à 60 ans ;**
- **Le renforcement de nos services publics ;**
- **La suppression de la réforme de l'assurance chômage qui remet en cause le principe de solidarité entre les travailleurs ;**

Pour un « JOUR D'APRES » qui conjugue PROGRES **SOCIAL** et **ENVIRONNEMENTAL**.